



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Générale
des Territoires et de la Mer**

Arrêté n° R03-2020-07-20 004

Mettant en demeure la société AUPLATA Mining Group de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter de ses installations de traitement du minerai aurifère présentes sur la mine dite de « Dieu-Merci » et situées sur la commune de Saint-Elie

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.72-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu la loi N° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

Vu la loi n° 47-1018 du 9 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

Vu le décret du 1er janvier 2020 portant nomination du secrétaire général des services de l'État auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane (classe fonctionnelle III) – M. CLAUDON (Paul-Marie) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°R03-2019-12-31-001 du 31 décembre 2019 portant Organisation des Services de l'État en Guyane ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R03-2020-01-04-002 du 4 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Paul-Marie CLAUDON, Secrétaire Général des Services de l'État ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 autorisant la société AUPLATA SA à exploiter une installation de séparation gravitaire d'or primaire et une unité modulaire de traitement du minerai aurifère sur la commune de Saint-Elie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société AUPLATA Mining Group pour son installation de séparation gravitaire d'or primaire et l'unité modulaire de traitement par lixiviation du minerai aurifère situées sur la commune de Saint-Elie ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 juin 2020 faisant suite à l'inspection réalisée sur site le 15 juin 2020 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant le 23 juin 2020 afin de recueillir ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le courrier de la société AMG en date du 7 juillet 2020 ;

Considérant que les activités de l'installation sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas certaines des dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 et n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 susvisés ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires est susceptible d'aggraver les risques présentés par l'établissement ;

Considérant qu'en application de l'article L171-8 du Code de l'environnement et qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du

présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition du Secrétaire général des services de l'État de Guyane .

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société AUPLATA Minig Group, dont le siège social est situé immeuble SIMEG- ZI de Dégrad des Cannes – 97354 Rémire-Montjoly, dénommée ci-après l'exploitant, doit pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Saint Elie sur la Mine « Dieu Merci », respecter dans des délais contraints les dispositions édictées aux articles 2,3 et 4 du présent arrêté.

Article 2 :

L'exploitant doit respecter sous **1 mois** :

- les dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 susvisé et notamment « ...*Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. ...* »

Article 3 :

L'exploitant doit respecter sous **3 mois** :

- les dispositions de l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :
« *L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.*

Ces dispositifs (ex : pH mètre, détecteur de gaz,...) sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. »

- les dispositions de l'article 13.3 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019 :
« *L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives. Le personnel est formé et dispose de fiches présentant la conduite à tenir en cas de déclenchement d'alarme.* »

- les dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019
« *En cas de dépassement des valeurs limites de rejets aux points de rejets A, B et C, les rejets non conformes doivent être renvoyés en tête de l'installation de traitement.*

L'exploitant doit mettre en place des dispositifs (pompes, by pass,...) permettant le renvoi des eaux non-conformes en tête d'installation de traitement (installations de dé-cyanuration de l'usine, bassin amont de stockage des résidus décyanurés).

L'exploitant doit mettre en place dans les bassins « eaux claires » César Sud-Est 1 et Bassin Ovide 1 un dispositif de comptage des volumes d'eau envoyés en aval de la digue étanche.

L'exploitant doit assurer en permanence qu'a minima 7000 m³ soient disponibles sur le bassin eau claire César Sud Est et sur le bassin eau claire Ovide1 (gestion des eaux dans le cadre d'une pluie exceptionnelle).

Les points de rejet internes sont équipés de dispositifs de mesure des débits. Les débits mesurés sont enregistrés par tranches de 6h afin de pouvoir déterminer les flux de polluants émis. Ce mode d'enregistrement est aussi essentiel à la préparation des bilans prévus à l'article 16.3 du présent arrêté. »

- les dispositions des articles 6.4 et 6.7 de l'arrêté préfectoral n° R03-2019-11-21-006 du 21 novembre 2019, en matière de suivi du paramètre cyanure totaux et les conditions de rejet au point de rejet B précisées à l'article 6.4 ;
- les dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 relatif aux rétentions .

Article 4 :

L'exploitant doit respecter sous **6 mois** :

- les dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-322-0002 du 18 novembre 2015 relatif aux installations électriques et notamment la réalisation de l'analyse du risque foudre des installations.

Article 5 :

Les échéances ci-dessus sont définies à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les justificatifs correspondant doivent être transmis à l'inspection dans les 15 jours suivant les échéances fixées.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Cayenne dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté

Article 7 : Copie et exécution

Le secrétaire général des services de l'État de Guyane, le directeur général des territoires et de la mer, le maire de Saint-Elie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AUPLATA Mining Group.

Cayenne, le 20 juillet 2020
Marc DEL GRANDE
de Préfet,

